

VŒU

Vœu de soutien aux mobilisations en cours pour obtenir de nouveaux moyens pour le mouvement sportif

LE CONSEIL,

Présenté par le groupe Front de Gauche, Communistes, Ensemble et Citoyens
au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :
à l'unanimité

En 2019, nous fêterons le centenaire de l'USI : illustration que l'histoire de notre ville est marquée de longue date par un engagement de la Municipalité et du mouvement sportif local en faveur d'une vision émancipatrice et populaire du sport, le « sport pour toutes et tous ».

De très nombreuses associations sportives, animées presque exclusivement par des bénévoles, sont actives sur le territoire d'Ivry. Cet engagement produit un résultat tangible : Ivry compte 9000 licenciés sportifs pour 60 000 habitants, un chiffre bien au-dessus de la moyenne départementale et régionale, et qui renvoie à la pratique principalement amateur ou scolaire, de tous âges.

Cette dynamique est aussi permise par l'accompagnement de la Ville, qui verse plus de 2 millions d'euros de subventions, au total, aux associations sportives, propose les aides matérielles nécessaires et met gratuitement à disposition la trentaine d'équipements sportifs de la commune. Cela se traduit concrètement, pour les Ivryens, par des licences sportives à un coût bien plus abordable que dans la plupart des villes.

Toutefois, dans le contexte budgétaire qui est celui d'Ivry en particulier, et des collectivités territoriales en général, force est de constater que nous n'arrivons que très difficilement à fournir une réponse à la hauteur des sollicitations dont nous faisons l'objet de la part du mouvement sportif. Ce constat vaut pour les demandes de subventions, mais aussi pour la mise à disposition de créneaux sur nos équipements. Il se traduit, par exemple, par les difficultés rencontrées lors du dernier forum des sports.

Un comble, quand la capitale voisine doit accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (dotés d'un budget de 6,7 milliards d'euros) et que le gouvernement affiche un objectif de 3 millions de pratiquants supplémentaires, à l'échelle de la France, d'ici 2022... Comment allons-nous les accueillir ?

En 2018, le budget de l'Etat dédié aux sports était de 480 millions d'euros... sur un total net de dépenses de l'ordre de 385 milliards d'euros. Malgré l'échéance de 2024, la tendance au désengagement de l'Etat depuis une décennie n'est aucunement remise en cause. Madame Flessel, ancienne Ministre des Sports, évoquait le fait que l'Etat n'avait pas forcément vocation à soutenir le sport amateur, sa remplaçante annonce la suppression de 1600 postes parmi les conseillers et directeurs techniques de son administration. Une « Saint-Barthélémy du sport », d'après Philippe Bana, directeur technique national du handball et président de l'association des directeurs techniques nationaux du sport français.

D'ailleurs, dès 2019, le gouvernement projette de réduire de 30 millions d'euros le budget dédié à son Ministère... mais aussi de ponctionner la moitié du produit de la « taxe Buffet » prélevé sur les droits de retransmission du sport professionnel (de l'ordre d'un milliard d'euros dans le cas de la Ligue 1 de football par exemple) et les paris de la Française des Jeux (qu'il est question de privatiser) pour résorber le déficit public !

Dans ce contexte, de plus en plus d'acteurs du sport commencent à prendre la parole : clubs, fédérations, sportifs, associations d'élus...

Considérant :

- l'ampleur et la dynamique de la pratique sportive parmi les Ivryennes et les Ivryens ;
- l'engagement, à Ivry en particulier, et à travers tout le pays, de milliers de bénévoles du sport associatif, absolument indispensable aujourd'hui ;
- l'ambition de la Municipalité, toujours d'actualité, de faire vivre une vision populaire, émancipatrice et accessible du plus grand nombre de la pratique sportive ;
- l'enjeu que représente la pratique sportive du point de vue de la cohésion sociale, mais aussi de la santé publique ;
- la part du budget de l'Etat (0,14 %) consacrée au sport et les récentes annonces gouvernementales pour le PLF 2019.

Le Conseil municipal :

- Apporte son soutien aux différentes mobilisations en cours au sein du mouvement sportif (« appel d'Ivry » initié par l'US Ivry et soutenu par la Municipalité, pétition nationale du CNOSF – Comité National Olympique et Sportif Français) et des associations d'élus (ANDES – Association Nationale des Elus en Charge des Sports ; ANECR) ;
- Demande au gouvernement, dans le cadre de la préparation du PLF 2019, d'abandonner son projet de suppression de 1600 postes de directeurs techniques du Ministère des Sports et de ponction du produit de la « taxe Buffet » ressource précieuse du sport amateur ;
- Demande au gouvernement un engagement financier de sa part à la hauteur de l'enjeu que représente le sport amateur dans notre pays, à travers un plan d'aide exceptionnel aux associations sportives, durement éprouvées ces dernières années, et le lancement d'un plan de construction-rénovation d'équipements sportifs de proximité, afin de permettre aux collectivités territoriales de répondre aux besoins des populations ;
- Invite la Ministre des Sports récemment nommée, Madame Maracineanu, à se rendre à Ivry pour dialoguer avec les représentants du mouvement sportif et ainsi prendre la mesure des attentes à l'attention de son Ministère.

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE 22 OCTOBRE 2018

RECU EN PREFECTURE

LE 22 OCTOBRE 2018

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 22 OCTOBRE 2018